



DESGACHES Bernard  
109 rue Victor HUGO  
42700 FIRMINY  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de LYON

### **Rapports du commissaire aux comptes**

- Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
- Rapport spécial

**Association *RENAITRE***  
**17 Rue Ferdinand**  
**42000 SAINT ETIENNE**

**Exercice clos le 31/12/2023**

## **Association RENAIRE**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2023**

#### **Aux Adhérents**

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RENAIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 10/04/2024.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes,

Le montant des disponibilités représentent plus de 50% du total du bilan actif

Nous avons apprécié le traitement des opérations, vérifié les autorisations de signature et les informations fournies dans l'annexe en vérifiant par sondage les mouvements

Nos contrôles n'engendrent pas de remarques particulières

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

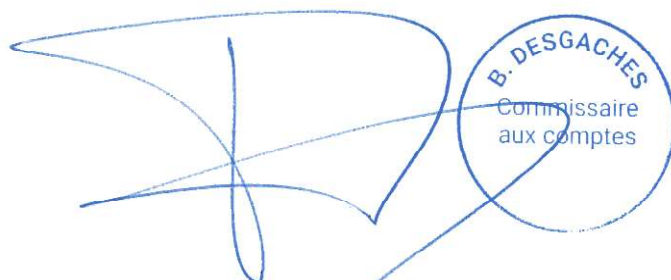
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*A FIRMINY*  
*Le 23/05/2024*

**B. DESGACHES**  
**Commissaires aux comptes**



# ***COMPTES ANNUELS***



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	8 461	8 461		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	43 748		43 748	43 748
	Constructions	1 962 444	1 353 006	609 438	657 276
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	30 800	29 422	1 378	2 451
	Autres immobilisations corporelles	285 356	218 567	66 789	33 149
	Immobilisations corporelles en cours	533 318		533 318	74 668
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES TINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	762		762	762
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 350		1 350	1 350
	Prêts	28 816		28 816	35 869
	Autres immobilisations financières	71 490		71 490	68 340
<b>TOTAL ( I )</b>		<b>2 966 546</b>	<b>1 609 457</b>	<b>1 357 089</b>	<b>917 613</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				1 029
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	71 666		71 666	34 919
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	112 159		112 159	176 872
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	161 284		161 284	159 698
	<b>DISPONIBILITES</b>	5 596 164		5 596 164	5 470 823
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	55 787		55 787	46 809
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>5 997 061</b>		<b>5 997 061</b>	<b>5 890 150</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecarts de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>8 963 607</b>	<b>1 609 457</b>	<b>7 354 150</b>	<b>6 807 763</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				100 306	104 209
(3) dont à plus d'un an					





# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	40 259	40 259
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	447 508	417 326
	Réserves pour projet de l'entité	78 229	78 229
	Autres	621 893	562 356
	Report à nouveau	(143 716)	(127 919)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>53 588</b>	<b>73 921</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>1 097 760</b>	<b>1 044 173</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	183 849	44 098
	Provisions réglementées	402 205	402 205
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>586 055</b>	<b>446 303</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>1 683 815</b>	<b>1 490 476</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	3 850 394	3 841 626
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	20 949	20 949
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>3 871 343</b>	<b>3 862 575</b>
<b>Provisions</b>	Provisions pour risques	12 631	6 065
	Provisions pour charges	120 054	101 436
	<b>Total des provisions</b>	<b>132 685</b>	<b>107 501</b>
<b>DETTES (1)</b>	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	290 835	139 345
	Emprunts et dettes financières divers	17 361	12 577
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	687 707	614 447
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	611 313	536 296
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	37 685	2 832
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	21 406	41 715
	<b>Total des dettes</b>	<b>1 666 307</b>	<b>1 347 211</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>7 354 150</b>	<b>6 807 763</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	53 587,52	73 920,78
	(1) Dont à moins d'un an	1 404 789	1 286 508
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	878	755



# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	115	35
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	516 149	355 658
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 841 451	7 928 299
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	94 891	123 670
	Utilisations des fonds dédiés	2 084 049	1 733 046
	Autres produits	7 321	2 949
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>11 543 976</b>	<b>10 143 657</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	5 605 110	4 690 836
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	306 080	228 307
	Salaires et traitements	2 385 749	2 051 202
	Charges sociales	964 043	813 048
	Dotation aux amortissements et dépréciations	74 395	68 164
	Dotation aux provisions	95 849	70 665
	Reports en fonds dédiés	2 092 817	2 156 689
	Autres charges	6 367	19 207
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>11 530 410</b>	<b>10 098 118</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>13 566</b>	<b>45 538</b>





# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		13 566	45 538
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	33 177	2 435
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		33 177	2 435
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	6 753	5 527
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		6 753	5 527
RESULTAT FINANCIER		26 425	(3 092)
RESULTAT COURANT avant impôts		39 991	42 446
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		17 992
	Sur opérations en capital	17 174	13 874
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	17 174	31 866
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	255	140
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	255	140
RESULTAT EXCEPTIONNEL		16 919	31 726
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		3 322	251
TOTAL DES PRODUITS		11 594 328	10 177 958
TOTAL DES CHARGES		11 540 740	10 104 037
EXCEDENT ou DEFICIT		53 588	73 921
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		216 000	221 726
Prestations en nature			
Bénévolat		31 680	14 253
TOTAL		247 680	235 979
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		216 000	221 726
Prestations			
Personnel bénévole		31 680	14 253
TOTAL		247 680	235 979

B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes

## ***ANNEXE COMPTABLE***



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 1. Informations générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 10/04/2024 et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément :

- au règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, et conformément à l'ensemble des règlements qui l'ont modifié depuis;
- au règlement comptable ANC n° 2018-06
- au règlement comptable ANC n°2019-04

Le bilan de l'exercice présente un total de **7 354 150** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **11 594 328** euros et un total **charges** de **11 540 740** euros, dégageant ainsi un **excédent** de **53 588** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

## 2. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

### Description de l'objet social de l'entité :

RENAÎTRE est une association qui se fixe pour objectif l'accueil, l'accompagnement, le logement et l'insertion des personnes en difficulté.

Créée en 1969, l'association reste fidèle à son orientation d'origine de respect de la dignité et de la différence des personnes, mais elle s'adapte régulièrement à l'évolution des politiques sanitaires et sociales, ainsi qu'aux changements sociétaux pour mieux remplir sa mission.

### Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association Renaître est un des principaux opérateurs associatifs de l'Etat pour les questions de « Veille Sociale », d'hébergement, d'hébergement d'urgence, d'hébergement d'urgence pour les demandeurs d'asile et d'accompagnement au logement pour le Sud du département de la Loire. L'association RENAÎTRE comprend les activités énoncées ci-dessous.

B. ES GACHES  
Commissaire  
aux comptes



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Une équipe pluridisciplinaire de personnes diplômées permet d'assurer les différentes missions qui sont confiées à l'Association essentiellement par l'Etat.

L'Association travaille également en partenariat avec les différents acteurs associatifs de la Loire.

Renaître est membre du Groupement de coopération sociale qui porte le SIAO de la Loire (Service information d'accueil et d'orientation), Renaître est adhérent de l'URIOPSS et de la FAS (Fédération des acteurs de la Solidarité). Nos principaux partenaires ligériens sont : Acars – AGFA – Anef - Asile de Nuit - ASL42 (Agence service logement) – Cythia (agence immobilière) – Banque Alimentaire – La Croix-Rouge – EMP (Equipe Mobile de Psychiatrie - Chu) – GPSE (groupe prison St-Etienne) - Foyer vers l'Avenir – Interface (EMPP Equipe mobile de psychiatrie précarité Chu) - Parc en Roannais - Police municipale de St-Etienne – Rimbaud (Csapa-Caarud) - Soliha – SOS Violence Conjugale –SPIP42 –Triangle (Bistrot social) - SNCF

## LA VEILLE SOCIALE

La veille sociale est une mission de service public chargée de la protection des personnes sans-abri et en situation de détresse. (Article L. 345-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles). Pour assurer cette mission, l'Association RENAÎTRE gère les dispositifs suivants :

L'accueil de jour la Fontaine est mis à disposition des publics avec ou sans domicile, en situation de précarité. Il est ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 14h.

La moyenne de passage peut varier d'une soixantaine de personnes à un peu moins de 200 par jour. En 2023, une expérimentation d'une ouverture 7 jours sur 7 sur l'ensemble de l'année a été testée.

L'équipe mobile de rue (EMR) a pour dessein d'aller à l'encontre des personnes les plus précarisées, celles qui ne fréquentent pas ou plus les services sociaux. Pour cela, elle effectue des maraudes et répond aux signalements notamment du 115.

En 2023, à titre d'expérimentation, L'EMR fait l'objet d'un renfort en personnel pendant toute l'année au lieu d'uniquement la période hivernale comme sur les précédents exercices.

En complément de ce service, un dispositif de 3 places d'hébergement pour public fortement marginalisé (sous statut CHRS) a été créé. Il permet d'héberger des personnes sans solution et en état de grande précarité physique, psychique et sociale. Ce dispositif permet de « sortir de la rue » les personnes qui ne peuvent avoir accès aux structures d'hébergement « classique » de par leur problématique.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'hébergement et l'accompagnement social « hôtels » : L'Association RENAIRE gère des places d'hébergements en hôtels à destination des personnes victimes de violence, des personnes en assignation ou en référé ou des personnes dont la situation sanitaire est préoccupante. Elles assurent ce travail en collaboration avec l'association SOS violence conjugale, le foyer vers l'avenir sur Roanne et le SIAO. Les personnes sont hébergées à l'hôtel sur la demande de l'Etat. En raison de la crise sanitaire et de l'inconditionnalité d'accueil et du maintien en hébergement des personnes sans solution, le nombre de personnes accueillies est passé de 130 à plus de 500 sur tout le département et en cours de diminution actuellement (environ 465 en décembre 2023)

4 travailleurs sociaux de RENAIRE assurent l'accompagnement social de près de 250 usagers. Le reste des usagers étant accompagné soit par SOS violence conjugale, soit par le foyer vers l'avenir sur le Roannais, soit par le SIAO directement.

Un hébergement d'urgence pour les familles à droit incomplet (anciennement service d'hébergement aux migrants - SHAM) dont la capacité est de 70 places.

## La résidence Violette Maurice

Il s'agit d'un hébergement d'urgence dédié initialement à des personnes étrangères ayant des vulnérabilités (maladie, handicap...) mais avec des perspectives en terme de droit notamment au séjour. Depuis son ouverture début 2021, la résidence a toutefois diversifié son public pour accueillir des publics avec des caractéristiques plus diverses comme pour la plupart des hébergements d'urgence généraliste. Les usagers sont orientés par le SIAO.

Les usagers sont accueillis dans l'ancienne résidence universitaire située dans le quartier de la Cotonne à Saint-Etienne.

Depuis Aout 2022, la capacité définitive de la structure est de 180 places d'hébergement d'urgence généraliste. Le dispositif d'accueil des déplacés Ukrainiens s'est terminé fin avril 2023.

## LE POLE LOGEMENT

Le pôle logement se constitue de plusieurs services dont l'objectif est l'insertion par le logement, il regroupe :

L'intermédiation locative : 53 logements fin 2023. Ce dispositif est en fort développement par l'orientation politique du gouvernement vers le « Logement d'abord ». L'association RENAIRE a eu début 2023 l'accord de la DDETS pour capter 11 appartements supplémentaires en 2023 pour arriver à terme à 53 places. Ces dernières sont en cours de déploiement.





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Il s'agit d'héberger à partir du parc privé des ménages déjà inscrit dans un parcours d'insertion et pour lesquels ils convient de proposer une alternative à l'hébergement en structure collective ou à l'hôtel et une dernière étape d'hébergement avant la pleine autonomie. Des baux glissants sont possibles sur ce dispositif (la personne est sous locataire de RENA'TRE, puis locataire du propriétaire directement).

En partenariat avec l'Agence Service Logement 42 (AIVS), et Solhia, et dans le cadre du groupement des associations autour du SIAO, l'association RENA'TRE travaille actuellement à un partenariat autour de la mise en place d'une plateforme commune de captation de logement, afin de pouvoir capter dans des délais rapide, auprès des bailleurs, les logements correspondants à la croissance de cette activité.

Enfin, depuis le printemps 2022, l'association RENA'TRE a également été missionnée par l'Etat pour accompagner des personnes déplacées Ukrainiennes et les intégrer dans des logements en lien avec les bailleurs sociaux. Ce dispositif devrait se terminer en mai 2024.

L'AVDL (accompagnement vers et dans le logement) : en partenariat avec l'ANEF et Solhia.

Cet accompagnement s'adresse initialement aux personnes sortant de structures d'hébergement (CHRS) vers un logement et permet de suivre et sécuriser l'accès. Par ailleurs, l'association RENA'TRE a signé en 2022 un accord entre les 3 associations et le bailleur social « Alliade » pour accompagner des locataires de ce Bailleur (30 accompagnements).

L'ASLL: il s'agit de mesure d'accompagnement social lié au logement des ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement. Ce dispositif est financé par le Département suite à un marché public. L'association RENA'TRE intervient sur les territoires du Pilat ainsi que la Plaine du Forez. Les objectifs sont l'accès, l'installation ainsi que le maintien dans le logement et la gestion du quotidien. Ce dispositif fortement déficitaire du fait de peu de mesures confiées par le Département de la Loire se terminera fin avril 2024.



## CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE

Le CHRS de l'Association RENA'TRE a pour mission d'assurer l'accueil, l'hébergement et l'orientation des usagers, le soutien et l'accompagnement social ainsi que l'adaptation à la vie active et l'insertion professionnelle.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Pour cela l'Association RENAÎTRE dispose d'un CHRS collectif et de places d'hébergement en appartements réparties de la façon suivante :

- 30 places d'hébergement en collectif
- 30 places d'hébergement en appartement dans la plaine Forez
- 36 places d'hébergement en appartement sur Saint Etienne
- 13 places en diffus pour grands marginaux

Le dispositif d'urgence Intervalle :

Il s'agit d'un hébergement semi-collectif de 27 places. Ce dispositif est composé de 9 logements en co-hébergement rue Colette dans le quartier de la Métare à Saint-Etienne. Les orientations sont faites par le 115.

## ASILE

HUDA - L'association Renaître gère 80 places HUDA (Hébergement d'Urgence pour demandeurs d'asile) répartie dans des appartements en diffus.

## CONTRÔLE JUDICIAIRE AVEC PLACEMENT PROBATOIRE

En 2021, l'association a répondu en collaboration avec l'association SOS violence conjugale à un marché public du ministère de la justice. Le dispositif a ouvert en mai 2022 et est actuellement en montée en charge progressive.

Ce dispositif a pour objectif de prendre en charge les auteurs de violences conjugales dans un cadre judiciaire au sein d'un dispositif de 15 places d'hébergement en colocation (10 places en pré-sentenciel et 5 places en post-sentenciel répartis dans 6 appartements au sein d'un même immeuble sur Saint-Etienne). Les orientations sur ce dispositif sont effectuées par la justice en lien avec le SPIP qui assure le contrôle judiciaire et est l'interlocuteur privilégié du service.

L'association SOS violences conjugales 42 porte le projet et met en œuvre les missions suivantes :

- Encadrement du dispositif : 0,5 ETP Coordination
- Accompagnement du public auteur de violences conjugales : 0,5 ETP travailleur social
- Accompagnement psychologique : convention avec un psychologue
- Partenariat conventionné pour un accompagnement autour de l'addiction



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'association Renaître est prestataire pour la mise en œuvre de ce dispositif concernant les missions suivantes :

- Gestion locative et technique des locaux nécessaires
- Astreinte

## Autre activité initiée par RENAÎTRE : Un Chez Soi d'Abord

Dans le cadre du logement d'abord et en partenariat avec l'association Rimbaud, l'association Acars, l'équipe mobile précarité du CHU, la DIHAL, l'association Renaître a mis en place un dispositif « Un Chez Soi d'Abord » de 55 places à destination des personnes sans logement et porteuses de troubles psychiques sévères. Un GSCMS porté par les 4 acteurs a été constitué. L'assemblée générale constitutive du groupement a eu lieu en décembre 2020. Depuis ce dispositif a sa gouvernance et son propre directeur.

### Description des moyens mis en œuvre :

Concours publics

Subventions

Ressources humaines

+ cf. présentation des activités ci-dessus

## **3. Informations au titre des principes et méthodes comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Concernant les immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications applicables à certaines entités (décret du 30 décembre 2005), ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

## Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens, ou en fonction du rythme de consommation des avantages économiques.

Les durées et les modes d'amortissement utilisés sont les suivants :

Logiciels : .....3 ans en mode linéaire  
Constructions : .....20 à 40 ans en mode linéaire  
Matériel et Outillage : .....3 à 10 ans en mode linéaire  
Matériel de transport : .....4 à 5 ans en mode linéaire  
Mobilier : .....3 à 10 ans en mode linéaire  
Matériel de bureau : .....2 à 10 ans en mode linéaire  
Agencements et installations : .....5 à 20 ans en mode linéaire

## Stocks et en cours

Non concerné

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Engagements financiers

### Engagement retraite

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. L'engagement concernant les indemnités de départ à la retraite est calculé selon la méthode rétrospective prorata temporis. Le taux retenu est de 3.4%. La provision est comptabilisée pour un montant de 83 218 euros.

### Engagements financiers reçus

La ville de Saint-Etienne s'est porté caution pour l'association RENAIRE au titre de l'emprunt suivant :

- Crédit coopératif - montant initial de 342 K€ - Capital restant dû au 31/12/2023 de 5 K€

## 4. Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par catégorie d'autorités administratives

Montants par catégorie d'autorités administratives :

- Etat : dotation globale de financement de 1 938 630 euros

## 5. Informations sur les montants des subventions d'exploitation reçues par l'entité par catégorie d'autorités administratives

Montants par catégorie d'autorités administratives :

- Etat : .....	6 863 715 €
- Collectivités territoriales : .....	29 106 €
- Organismes privés assurant une mission de service public.....	5 000 €
- Etablissements publics : .....	5 000 €
TOTAL : .....	6 902 821 €





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## **6. Informations sur les montants des subventions d'investissement reçues par l'entité par catégorie d'autorités administratives**

Montants par catégorie d'autorités administratives :

- Etat : .....	147 424 €
- Autres (bonus écologique) : .....	7 000 €
TOTAL : .....	154 424 €

## **7. Informations relatives aux contributions volontaires en nature**

### Heures de bénévolat

L'association valorise les heures effectuées par ses membres bénévoles, au taux horaire du SMIC avec les charges sociales correspondantes.

Le montant valorisé et comptabilisé au 31/12/2023 s'élève à 2 200 heures, soit 31 680€. Il correspond à :

- la gouvernance de l'association et concerne les membres du bureau et les membres du conseil d'Administration à hauteur de 1 280 heures, soit 18 432€
- les heures de cours dispensées à la résidence Violette Maurice à hauteur de 920 heures, soit 13 248€.

### Secours en nature

L'association n'a pas recensé de secours en nature en 2023.

### Mise à disposition de matériel

L'association n'a pas recensé de mise à disposition de matériel en 2023.

### Mise à disposition de locaux

L'Etat met à disposition de l'association RENAITRE, une ancienne résidence universitaire située à la Cotonne, pour la gestion d'un hébergement collectif d'urgence. L'association a valorisé la contribution volontaire en nature correspondante pour un montant de 216 000€, comptabilisé au 31/12/2023.

L'association n'a pas recensé d'autres locaux mis à disposition en 2023.

## **8. Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant des honoraires comptabilisés en charge sur l'exercice 2023 s'élève à :  
4 980 euros Hors Taxes, soit 5 976 euros TTC.

## **9. Autres informations et faits significatifs de l'exercice**

Néant



# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	8 461					8 461
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 461					8 461
CORPORELLES	Terrains	43 748					43 748
	Constructions sur sol propre	1 132 668					1 132 668
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	822 826		6 950			829 776
	Instal technique, matériel outillage industriels	30 800					30 800
	Instal., agencement, aménagement divers	3 058					3 058
	Matériel de transport	139 866		52 174		10 692	181 348
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	100 951					100 951
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	74 668		458 650			533 318
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 348 585		517 774		10 692	2 855 666
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	762					762
	Autres titres immobilisés	1 350					1 350
	Prêts et autres immobilisations financières	104 209		7 053		10 956	100 306
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	106 321		7 053		10 956	102 418
TOTAL		2 463 367		524 827		21 648	2 966 546



## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	8 461			8 461
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 461			8 461
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	810 922	20 877		831 799
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	487 296	33 910		521 207
	Instal technique, matériel outillage industriels	28 349	1 074		29 422
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 058			3 058
	Matériel de transport	106 716	18 534	10 692	114 558
	Matériel de bureau, mobilier	100 951			100 951
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 537 293	74 395	10 692	1 600 996
TOTAL		1 545 754	74 395	10 692	1 609 457

B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes

# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	402 205			402 205
PROVISIONS REGLEMENTEES		402 205			402 205
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	101 436	83 218	64 600	120 054
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	6 065	12 631	6 065	12 631
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		107 501	95 849	70 665	132 685
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		509 706	95 849	70 665	534 890
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			95 849	70 665	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

B. DESGARNIERES  
Commissaire  
aux comptes



# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2023

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	28 816	28 816	
	Autres immobilisations financières	71 490	71 490	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	71 666	71 666	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	248	248	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	111 911	111 911	
	Charges constatées d'avance	55 787	55 787	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>339 918</b>	<b>339 918</b>	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	7 053		
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2023

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	878	878		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	289 957	28 438	92 589	168 929
	Emprunts et dettes financières divers	17 361	17 361		
	Fournisseurs et comptes rattachés	687 707	687 707		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	245 215	245 215		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	265 562	265 562		
	Impôts sur les bénéfices	512	512		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	100 024	100 024		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	37 685	37 685		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	21 406	21 406		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 666 307</b>	<b>1 404 789</b>	<b>92 589</b>	<b>168 929</b>
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	217 584			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	66 037			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				





## Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
cf détail joint	3 841 626	2 092 817	2 084 049			3 850 394	821 594
Contributions financières d'autres org.							
DON QUALITEL	20 000					20 000	20 000
ASSOCIATION COEUR VERT	949					949	949
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	3 862 575	2 092 817	2 084 049			3 871 343	842 543

B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	FONDS DEDIES CLOT. 31/12/2022	REPORTS	UTILISATION		TRANSFERTS	FONDS DEDIES CLOT.31/12/2023	
			MONTANT GLOBAL	DONT RBTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES + 3 ANS
INVESTIS. 22 RUE NEYRON	596 975,83					596 975,83	596 975,83
RENFORT HIVER.TEMPORAIRE	14 682,74					14 682,74	14 682,74
RENFORT HIVER.EMR	58 820,00					58 820,00	
STRATEGIE PAUVRETE	115 033,00		23 183,35			91 849,65	42 288,65
CHRS/TRAV.ET EQ.	21 300,00					21 300,00	21 300,00
CHRS INTERVALLE	9 103,38					9 103,38	9 103,38
CHRS EMR	10 522,00					10 522,00	10 522,00
EMR EXPERIMENTATION	56 000,00	60 000,00	56 000,00			60 000,00	
PROJET ETABLISSEMENT	3 685,00		3 685,00			0,00	
HUDA	341 294,02		185 000,00			156 294,02	22 266,02
GYMNASSE	139 627,01					139 627,01	
CROUS/CHU VIOLETTE M	319 745,95		12 363,47			307 382,48	
CHU UK	8 241,31					8 241,31	
CHU PETIT MATERIEL	13 776,00		13 776,00			0,00	
QUALITE	1 692,20					1 692,20	1 692,20
EQUIPEMENT EMR	25 178,80					25 178,80	25 178,80
LAFONT RENF HIV	56 747,00					56 747,00	
LA FONTAINE							
EXPERIMENTATION 7/7	80 000,00	80 000,00	80 000,00			80 000,00	
NUITS D'HOTELS	1 650 723,40	1 888 827,05	1 650 723,40			1 888 827,05	
MISSION HOTELS	171 053,54	19 448,00				190 501,54	40 000,00
TRAVAUX CHRS	2 266,32					2 266,32	2 266,31
INTER.LOCATIVE / IML	14 243,00					14 243,00	14 243,00
ILO MANDAT DE GESTION	8 491,00					8 491,00	4 083,00
IML 2023	0,00	30 467,41				30 467,41	
HUDA/BPI	8 336,00	10 000,00	8 336,00			10 000,00	
SHAM/DROITS INCOMPLETS	46 113,59					46 113,59	
CAF	50 000,00		50 000,00			0,00	
SLURCOUT COVID 19	5 493,00					5 493,00	5 493,00
SQUATS	10 000,00					10 000,00	10 000,00
STAGES	982,00	4 074,39	982,00			4 074,39	
EGALITE H/F	1 500,00					1 500,00	1 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 841 626,09</b>	<b>2 092 816,85</b>	<b>2 084 049,22</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 850 393,72</b>	<b>821 594,93</b>



## Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	40 259				40 259
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	417 326	30 181			447 508
Autres réserves	78 229				78 229
Report à nouveau	562 356	43 739	15 797		621 893
Excédent ou déficit de l'exercice	73 921	(73 921)	53 588		53 588
<b>Situation nette</b>	<b>1 044 173</b>		<b>69 385</b>		<b>1 097 760</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	44 098		154 425	14 673	183 849
Provisions réglementées	402 205				402 205
<b>TOTAL</b>	<b>1 490 476</b>		<b>223 809</b>	<b>14 673</b>	<b>1 683 815</b>



## Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	409 266	154 425		563 690
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	409 266	154 425		563 690
Quotes-parts virées au compte de résultat	365 168	14 673		379 841



# Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature Mise à disposition ancienne résidence universitaire La Cotonne Mobilier et materiels	216 000	216 000 5 726
Prestations en nature	216 000	221 726
Bénévolat Heures de gouvernance du bureau et du conseil d'administration Heures de cours dispensées à la résidence Violette Maurice	18 432 13 248	14 253
	31 680	14 253
<b>Total</b>	<b>247 680</b>	<b>235 979</b>

Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens Mise à disposition ancienne résidence universitaire La Cotonne Mobilier et materiels	216 000	216 000 5 726
Prestations	216 000	221 726
Personnel bénévole Heures de gouvernance du bureau et du conseil d'administration Heures de cours dispensées à la résidence Violette Maurice	18 432 13 248	14 253
	31 680	14 253
<b>Total</b>	<b>247 680</b>	<b>235 979</b>





## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		62 134
Autres créances		62 134
AVOIRS A RECEVOIR	7 288	
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	26 747	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	28 100	



# Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>589 096</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		<b>1 195</b>
INTERETS COURUS S/EMPRUNTS	317	
INTERETS COURUS A PAYER	878	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>143 703</b>
FOURNISSEURS FACTURES NON PARV	143 703	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>420 847</b>
PROVISION CONGES PAYES	168 678	
PERSONNEL - CHARGES A PAYER	67 577	
CHARGES SLES/PROV.CP	69 698	
ORGANISMES SOC_CH. A PAYER	33 788	
CHARGES FISCALES S/PROV.CP	14 641	
ETAT CHARGES A PAYER	66 465	
<b>Autres dettes</b>		<b>23 350</b>
CHARGES A PAYER	22 491	
CHARGES A PAYER- RENAITRE	859	



B. DESGACHES  
Commissaire  
aux comptes

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION SUBVENTION		21 406	21 406
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			21 406





**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES  
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31/12/2023**

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà éprouvées par l'organe compétent.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues

---

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

*A FIRMINY*  
*Le 23/05/2024*

**B. DESGACHES**  
**Commissaires aux comptes**

